



REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

N° 2 Juillet 2016

**Le phénomène de la pauvreté et ses différentes dimensions:
l'approche genre comme facteur de lutte contre ce fléau.**

**The phenomenon of poverty and its various dimensions: the gender
approach as a factor in the fight against this scourge.**

Chahrazad TAHRI
Cadre de banque-Doctorante
Chahrazad0912@gmail.com

Directeur de thèse: Docteur Hachami BENTAHAR

Résumé

Depuis le milieu du XXe siècle, la pauvreté est un sujet d'actualité qui a fait couler beaucoup d'encre. Il constitue une préoccupation majeure pour les grandes instances internationales qui ont galvanisé d'énormes efforts pour répondre aux attentes des plus pauvres au niveau mondial dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Arrivant à expiration fin 2015 et pour leur substituer, l'ONU a travaillé avec toutes les parties prenantes pour exploiter la dynamique dégagée par les OMD et élaborer un programme ambitieux pour l'après-2015 s'articulant sur les Objectifs de Développement Durable.

Mots-clés : Pauvreté, objectifs du millénaire pour le développement, objectifs de développement durable, stratégies de lutte contre ce fléau, approche genre.

Classification JEL : D6 – Économie du bien-être/69.

Abstract:

Since the mid-twentieth century, poverty is a topic that has been much ink. It is a major concern for large international bodies that have galvanized enormous efforts to meet the needs of the poorest in the world in the context of the Millennium Development Goals. Expiring end of 2015 and to replace them, the UN has worked with all stakeholders to exploit the dynamic released by the MDGs and develop an ambitious program for the post-2015 hinging on the Sustainable Development Goals.

Keywords: Poverty, millennium development goals, sustainable development goals, strategies against this scourge, gender approach.

JEL: D6 - Welfare Economics/69.

Introduction

Les études et les recherches en matière de phénomènes sociaux notamment la pauvreté, dans plusieurs champs disciplinaires, ont fait couler beaucoup d'encre. En effet, pour tous les concernés en la matière à savoir les économistes, les Etats, les gouvernements, les institutions internationales, la société civile...la pauvreté est une préoccupation majeure et un fléau mondial chronique qui ne cesse de s'aggraver au fil des années.

En effet, depuis la fin des Trente Glorieuses jusqu'au premier choc pétrolier en 1973, les crises économiques et sociales ont commencé sous l'impulsion de plusieurs facteurs et à travers de multiples dimensions (Tahri, 2015: 131). En outre, nous assistons depuis les années quatre-vingt à la dégradation du rôle de l'Etat providence qui est devenu une partie prenante fragile devant la puissance des entreprises géantes mondiales et du marché (Bellon et al, 1994; Delcourt et De Woot, 2001), à l'éviction du politique par le marché (Laroche, 2002) et à un transfert de l'hégémonie du cadre stato-national vers des entités privées et déterritorialisées (Bédécarrats, 2012). A cet effet, Schreiber signale que « Alors, sous les coups de boutoir des hausses du prix du pétrole et des performances des robots, les années 80 se présentent comme celles du chômage, de la baisse du niveau de vie, des conflits sociaux et continentaux » (Schreiber, 1981:1) ^[1]. En parallèle, ce nouvel ordre mondial nous mène vers la mondialisation, qui est un concept « fourre tout » (El Oudri, 1999 :1) ^[2] et dont la dialectique concernant ses avantages et ses inconvénients sur les sociétés varie en fonction des propres objectifs des parties concernées. Dans ce cadre, James Gustave Speth, l'ancien administrateur du programme des PNUD, signale:« il faudrait remettre en cause deux mythes : celui qui consiste à considérer que grâce à la mondialisation de l'économie, les pays en voie de développement (PED) iraient de mieux en mieux et celui qui considère les capitaux privés comme la panacée universelle » (El Oudri, 1999 :78) ^[3].

Par ailleurs, la lutte contre le phénomène de la pauvreté nécessite d'énormes efforts, de l'entraide entre les différentes parties prenantes afin de le combattre et le réduire au maximum par les instruments les mieux adaptés à chaque pays et à son niveau de développement. A cet effet, cette lutte est au cœur des paradigmes de développement depuis plus d'une vingtaine d'années. A travers tout ce qui précède, nous assistons à l'élaboration des stratégies qui visent à combattre ce fléau notamment les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs du développement durable (ODD), et donc d'abord qu'est ce que la pauvreté, quelles sont ses formes et ses approches et comment utiliser les outils nécessaires et exploiter les facteurs envisagés afin de combattre ce fléau et entre autres, quelle est la place de

l'approche genre dans ce processus ?

1. La pauvreté : un aperçu sur la revue de littérature

Jusqu'au XXIème siècle, l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle reste une notion difficilement identifiable, mesurable ou quantifiable. De nombreux économistes, notamment Sen, Ravallion, Rawls, se sont penchés sur ce sujet dans le dessein de tracer un parcours qui pourra tracer une définition du phénomène mais sans aboutir à un consensus commun. Ainsi, le débat aussi bien sur l'identification des ménages pauvres ainsi que la mesure de la pauvreté constitue une dialectique majeure dans la mesure où la pertinence dans le ciblage des populations, le choix des stratégies économiques pour combattre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sont au cœur de l'actualité. Autrement dit, Pauvre, mais privé de quoi ? Manque de ressources, manque d'éducation, absence de sécurité ? L'objet même de la pauvreté demeure aujourd'hui difficile à déterminer.... (Bisiaux, 2011).

1.1 Historique du phénomène

A travers l'histoire, dans les années 1890, le Darwinisme social, qui est une doctrine politique du XIXème siècle qui postule que la lutte pour la vie entre les hommes est l'état naturel des relations sociales, définit la pauvreté comme étant un phénomène qui répond à des lois dites scientifiques qu'il faut mesurer et analyser et en plus, il recommande la levée des mesures de protection sociale, l'élimination des lois sur les pauvres ou l'abandon des conduites charitables et ce dans le cadre de la compétition entre les individus. De sa part, le sociologue du XIXème siècle Seebohm Rowntree, connu par ces travaux sur la pauvreté primaire et secondaire, consacra beaucoup de temps à l'analyse des ressources monétaires dans le but de mesurer les besoins nutritionnels, vestimentaires et de logement.

Dominante depuis deux siècles, l'approche monétaire est défendue par les welfaristes ou utilitaristes classiques qui considèrent que « la pauvreté est mesurée à partir d'un niveau d'utilité inférieur à un niveau préalablement défini et économiquement approximé par une variable monétaire, à cause de la non possession des ressources monétaires » (Bertin. A., 2006)¹. En effet, la théorie Welfariste définit le bien-être social exclusivement à partir de la notion d'utilité, la satisfaction des préférences et elle prône le rôle de l'Etat providence (Asselin, 2000). Ainsi, la pauvreté est définie comme un niveau de revenu socialement inacceptable. Contrairement aux welfaristes, seule la justice ou l'équité est à la base de l'arrangement social selon le philosophe américain John Rawls (1971). Ce dernier et à travers

¹ Lekeumo, S.K. Mesure et analyse de la pauvreté non monétaire chez les enfants: le cas du Cameroun. Chapitre I : Généralités sur la pauvreté. Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée - Ingénieur d'Application de la Statistique 2007. http://www.memoireonline.com/07/09/2258/m_Mesure-et-analyse-de-la-pauvrete-non-monetaire-chez-les-enfantsle-cas-du-Cameroun5.html#fnref1 (Date de consultation le : 01/06/2016).

son livre « Théorie de la Justice », définit la pauvreté comme une situation inacceptable ou injuste, dans une société donnée et ce sur un plan économique et social en se basant sur les biens premiers à savoir les droits de base et la liberté de choix.

Quant à Peter Townsend, il entame dans les années 1970 une approche relativiste de la pauvreté qui stipule que « les individus, familles ou groupes de la population peuvent être considérés en état de pauvreté quand ils manquent des ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, la participation aux activités, et pour avoir les conditions de vie et les commodités qui sont habituellement ou sont au moins largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent. Leurs ressources sont si significativement inférieures à celles qui sont déterminées par la moyenne individuelle ou familiale qu'ils sont, de fait, exclus des modes de vie courants, des habitudes et des activités » (Gublin, 2014)². Martin Ravallion³, rejoint cette idée, et analyse la pauvreté à travers les ressources et plus précisément la satisfaction par les ressources. Il définit la pauvreté, dans ses travaux « Comparaisons de la Pauvreté : concepts et méthodes » (1996), dans une société de la manière suivante : « lorsque le bien être d'une ou de plusieurs personnes n'atteint pas un niveau considéré comme un minimum raisonnable selon les critères de cette même société » (Gublin, 2014)⁴.

Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, a essayé de concilier entre le souci de croissance et les exigences humaines et éthiques. Dans cette perspective, ses travaux se basent sur deux approches à savoir l'approche unidimensionnelle qui est adoptée par les bailleurs de fonds et les institutions internationales afin d'identifier les populations pauvres sur la base des critères relatifs aux ressources monétaires notamment le revenu et la consommation. Dans ce cadre, Sen considère ces critères insuffisants pour mesurer la pauvreté et donc, il a opté pour une seconde approche appelée l'approche multidimensionnelle des « Capabilities ». Sen a expliqué à travers ses analyses que la pauvreté n'est pas relative seulement à une carence en matière de ressources monétaires et par conséquent, il faut prendre en considération les facteurs du « bien-être » essentiellement la condition physique des personnes et leurs accomplissements personnels autrement dit, comment la prospérité économique permette à chaque individu de vivre comme il le convoite.

1.2 Les différentes approches de la Pauvreté

Dans la littérature, nous distinguons deux grandes approches de la pauvreté à

² Gublin, GG. (2014). Définition et approches de la pauvreté. BSI ECONOMICS. <http://www.bsi-economics.org/416-definitions-approches-pauvrete> (Date de consultation le : 30/05/2016).

³ Chef Economiste et premier Vice-président de la Banque Mondiale depuis juin 2012.

⁴ Gublin, GG. (2014). Op.cit.

savoir l'approche monétaire soutenue par les utilitaristes ou les welfaristes et les approches non monétaires.

1.2.1 L'approche monétaire ou de revenu

C'est une approche dominante et plus utilisée par les institutions internationales, principalement la Banque Mondiale. Ce paradigme définit la pauvreté comme un manque de moyens permettant d'atteindre un certain niveau de bien-être. D'une part, nous trouvons les théories des utilitaristes qui optent pour le critère monétaire comme espace de définition et d'autre part, les théories qui définissent la pauvreté comme un manque de moyens exprimé en termes de possession de biens – primaires et essentiels.

➤ **L'utilitarisme** : avec ses fondateurs notamment J. Bentham (1748-1832), J.S. Mill (1806-1873) ou Sidgwick (1838-1900), ce courant considère que « la pauvreté consiste en un état dont sont responsables les individus qui ne méritent pas une meilleure condition sociale, notamment parce qu'ils ne fournissent pas l'effort nécessaire au travail pour subvenir aux besoins de leur famille » (Bertin, 2007 : 38). L'homme étant enclin à prospecter les satisfactions et à éviter les peines et de ce fait, la maximisation de son utilité cardinale est due à cette motivation individuelle et par conséquent, l'agrégation des utilités individuelles cardinales en une fonction d'utilité collective représente le bien-être de la société.

➤ **Le welfarism** : en dépassant l'utilité cardinale, ce paradigme passe à un utilitarisme des préférences et la prise en compte des préférences individuelles dans le choix collectif, ce qui nous mène vers la théorie du choix social, autrement dit il s'agit de la construction, à partir de préférences individuelles, une relation de préférence collective et donc, déduire de la collectivité une fonction de bien-être social. Selon les auteurs de ce courant notamment Marshall ou Pigou, qui ont fondé l'école de Cambridge, « le consommateur serait capable de donner une mesure objective de l'utilité qu'il retire de sa consommation d'un bien » (Bertin, 2007 : 47), et donc cet agent économique rationnel vise à maximiser son utilité ou sa jouissance immédiate ou potentielle. Ce courant considère que « la pauvreté résulte d'une inadéquation de la répartition des ressources au sein d'une économie décentralisée caractérisée par le manque de revenu » (Bertin, 2007 : 38). Cette approche fait référence, aussi, au bien-être économique, non quantifiable du fait que les agents économiques ont des préférences différentes, directement lié au concept d'utilité économique ou indirectement tel que l'utilité générée par la consommation totale.

Ainsi, l'approche monétaire de la pauvreté s'appuie sur l'utilisation de revenu ou de la consommation comme mesure de bien-être. Deux principes essentiels ressortent de cette

approche : les individus sont les seuls à connaître leur intérêt et leurs plaisirs et donc, leurs préférences différentes et l'Etat doit limiter ses interventions dans l'économie et mettre l'accent sur des politiques qui réduisent la pauvreté, mais basées sur l'augmentation de la productivité et par conséquent du revenu.

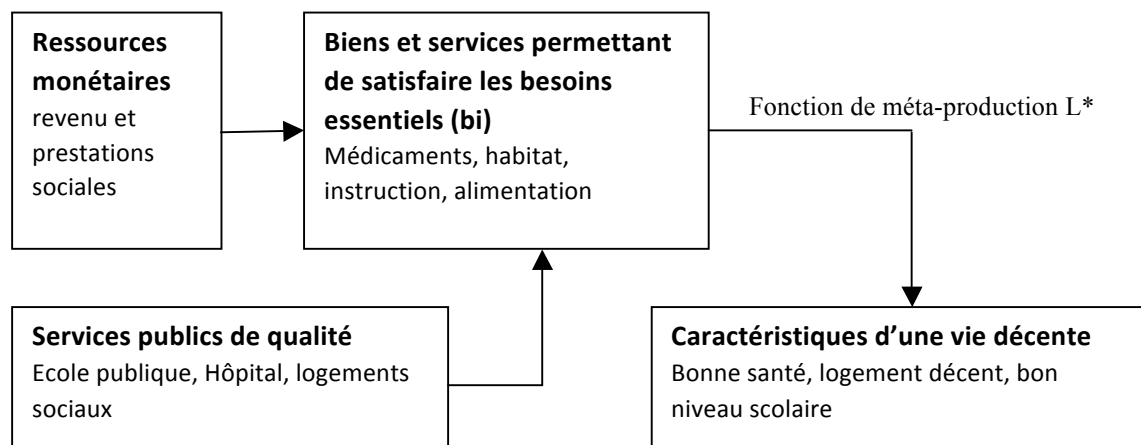
1.2.2 Les approches non-monétaires

Contrairement aux approches monétaires, les approches non-monétaires se basent sur la définition du bien-être d'un point de vue social et ce en termes de libertés et d'accomplissements.

➤ **L'approche en terme de biens et de besoins de base** : l'approche monétaire unidimensionnelle qui définit le revenu comme le seul moyen d'identifier la pauvreté est remis en cause dès 1970. Ainsi, les tenants de l'élargissement de cette approche, mettent en avant l'identification des besoins communs à tous les êtres humains nécessaires pour atteindre une certaine vie décente et qui ne peuvent pas être couverts par un revenu décent. Ces besoins sont multiples à savoir l'éducation, la santé, l'hygiène, l'assainissement, l'eau potable et l'habitat. En effet une personne est considérée comme pauvre lorsqu'elle ne satisfait pas ses besoins de base par rapport à un certain standard de vie. Pour Rawls (1971), qui a défendu une conception déontologique de la justice sociale basée sur l'équité contre la prépondérance « d'une conception téléologique⁵ depuis Adam Smith et la théorie utilitariste » (Bertin, 2007:69), il s'agit des biens primaires. En revanche, pour les tenants de l'approche par les besoins essentiels, introduite par les institutions internationales notamment la BM dès les années 1970, il s'agit des biens essentiels ou fondamentaux pour corriger les fautes commises lors des recommandations en matière de stratégies de développement. Ce dernier était conçu avant que sous l'angle de la croissance du revenu par habitant. A ce propos, les théories de la croissance dont Harrod (1939), Nurske (1953), Lewis (1954), Domar (1957 et Rostow (1963) signalent que « l'accumulation de capital nécessaire au développement des pays en développement doit suivre le même schéma historique que celle des pays développés qui a eu lieu les siècles précédents » (Bertin, 2007 : 65). En guise de conclusion, un des inconvénients de cette approche est la définition des besoins de base qui reste assez relative comme la pauvreté.

⁵ Une doctrine est dite téléologique lorsqu'elle subordonne le juste au bien. Autrement dit, une action juste maximise le bien.

Figure 1.1 : Une schématisation des besoins essentiels.



Source : Bertin, A. (2007). P : 73.

➤ **L'approche par les capacités ou « capabilités »** : conduite par Amartya Sen (1987), récipiendaire du Prix Nobel de la Banque de Suède en sciences économiques en 1998 pour sa contribution à l'économie du bien-être, cette approche s'est dessinée lentement entre 1981 et 1985 et la pauvreté a été définie, en premier lieu, en termes de défaut d'entitlement pour s'élargir en approche par les capabilités. Cette dernière repose sur le concept de la justice sociale et se focalise sur les habilités ou capacités humaines jugées fondamentales pour pouvoir accéder à un certain niveau de vie. En effet, Sen défend l'idée selon laquelle le bien-être ne concerne pas uniquement la possession de biens, mais c'est d'être bien nourri, bien éduqué, en bonne santé, de participer à la vie collective... Ceci détermine la valeur de vie d'un individu. En outre, il indique que cette valeur dépend d'un ensemble de facteurs et façons de faire et d'être regroupés sous le vocable de « fonctionnements ». Cette approche qui place l'individu au centre de ses préoccupations, est une approche séquentielle dont l'avantage individuel est relatif à des ressources individuelles transformées par la suite en libertés d'être et de faire, ce qui permettra à l'individu de choisir celles qu'il valorise et de mener la vie qu'il souhaite. Certes, les capacités d'un individu sont déterminées aussi bien par ses potentialités qui correspondent à des dotations en capital social, humain, physique et économique (Rousseau, 2003), que par ses opportunités conditionnées par son propre contexte qui déterminera ses choix éventuels, c'est-à-dire les contraintes de fonctionnements qui représentent des accomplissements. En finalité, la pauvreté est donc la privation de ces fonctionnalités et capabilités.

2. La pauvreté et ses différentes formes

La difficulté de la recherche en matière du phénomène de la pauvreté c'est d'abord de chercher une définition universelle ou normalisée de ce concept complexe et multidimensionnel. Or, jusqu'à maintenant, ceci n'est pas possible du fait de la dissimilitude des classifications des pays et de leurs développements selon plusieurs critères. La Banque Mondiale et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) restent les deux organisations phares dans le combat contre la pauvreté sachant qu'elles s'accordent sur les causes de la pauvreté et ont cependant des dissemblances quant à la définition du phénomène et de son quantification.

De ce fait, le PNUD a classé les pays du monde en pays développés ou industrialisés (PD) et pays en développement (PED) regroupant les pays émergents et les pays les moins avancés (PMA). A ce titre, d'autres auteurs préfèrent utiliser la notion de Tiers Monde initié par Alfred Sauvy⁶ au lieu des PED. Dans le même contexte, le PNUD et divers organismes – spécialisés dans les questions de développement et de la pauvreté- indiquent plusieurs critères notamment le produit intérieur brut (PIB) qui est l'un des variables qui mesure la puissance économique du pays, le niveau de vie (PIB par habitant) ou le développement humain (indice de développement humain), la nature et le degré d'insertion des Etats ou des économies dans la mondialisation...

A cela, nous pouvons joindre les tentatives de définition du phénomène par plusieurs auteurs, comme déjà cité plus haut, notamment la définition très célèbre d'Amartya Kumar Sen qui évoque le phénomène de la pauvreté en tant que privation des libertés et capacités.

2.1 Les formes de la pauvreté

La pauvreté n'est pas une condition universelle, il s'agit d'un phénomène complexe qui a plusieurs dimensions et sa définition s'attache aux différentes caractéristiques qui le composent. Ainsi, pour mieux comprendre et cerner ce fléau, nous présenterons le point de vue de deux institutions internationales à savoir le PNUD et la BM.

2.1.1 Le PNUD et la pauvreté

Cet organisme distingue trois formes :

➤ **La pauvreté extrême ou absolue** : l'OMS signale qu'une personne vit en condition d'extrême pauvreté si elle ne dispose pas des revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires essentiels définis sur la base de besoins caloriques minimaux (1800 calories par

⁶ Alfred Sauvy est un démographe, économiste et sociologue français. Inlassable dénonciateur des phénomènes de dénatalité et de vieillissement, il est aussi connu pour sa théorie du déversement et la création de l'expression « Tiers Monde ».

jour et par personne) (PNUD, 2000a :19)⁷.

➤ **La pauvreté générale ou relative:** elle concerne les personnes ne disposant pas des revenus suffisants pour satisfaire leurs besoins essentiels non alimentaires à savoir l'habillement, l'énergie, le logement et les biens alimentaires.

➤ **La pauvreté humaine :** elle touche les capacités humaines de base principalement l'analphabétisme, la malnutrition, l'espérance de vie réduite, la mauvaise santé maternelle...

Cette notion qui est mise au cœur de l'analyse est relative à la notion de développement humain inspiré des travaux d'Amartya Sen (Prix Nobel d'Economie 1998), vue plus haut, qui considère que le développement humain représente l'élargissement des possibilités et des choix offerts aux individus et donc la pauvreté est une privation des capacités. Ainsi le PNUD favorise une approche multidimensionnelle où la pauvreté humaine est définie comme étant « la négation des opportunités et des perspectives fondamentales sur lesquelles repose tout développement humain : vivre une vie longue, saine, constructive, et jouir d'un niveau de vie décent, ainsi que de la liberté, de la dignité, du respect de soi-même et d'autrui. » (Rapport sur le développement humain PNUD-Algérie 2006 : 17) ¹⁴¹.

En ce qui concerne les pays arabes, la réalité est regrettable car d'après un rapport conjoint du PNUD et de la Ligue arabe, ces pays ont besoin d'un nouveau modèle de développement pour réduire la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire ^(Grégoire, 2010). Ces OMD qui sont adoptés par les NU en 2000 et ont fixé les améliorations à réaliser d'ici 2015 ans en matière de pauvreté, d'éducation et de santé, ont consacré leur premier but à l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim. En fait, environ 40 % de la population des dix-huit pays arabes, soit 140 millions de personnes, vit en dessous d'un seuil de pauvreté calculé en fonction du niveau de vie de chaque pays. De ce fait, les praticiens en la matière soulignent qu'il n'y a pas eu de réduction des taux de pauvreté au cours des vingt dernières années et que la frange de la population souffrant de la malnutrition dans les pays arabes n'a pas connu de progrès significatif depuis 1990 (Grégoire, 2010).

2.1.2 La banque mondiale et la pauvreté

La Banque Mondiale utilise une approche monétaire de la pauvreté qui s'appuie sur le facteur revenu ou consommation et son raisonnement se base sur deux sortes de pauvreté : la pauvreté absolue et celle relative. Néanmoins, la BM ne néglige pas les différentes facettes de la pauvreté notamment le manque des besoins fondamentaux ou de base comme la santé,

⁷ Benicourt, E (2001). La pauvreté selon le PNUD et la Banque Mondiale. Exclusions : numéro 159-160. PP : 35-54. In <http://etudesrurales.revues.org/68>

l'éducation, le logement, la vulnérabilité, le manque de pouvoir, l'exclusion sociale et financière...qui sont autant de manifestations de ce phénomène complexe.

La Banque mondiale s'est engagée dans la réalisation des OMD car elle suppose que leurs objectifs sont communs. Le sommet du millénaire lancé en 1998, était accompagné par une vaste campagne d'information au niveau international pendant deux ans dans le dessein de consolider l'engagement de la communauté internationale et le renforcement des partenariats stratégiques avec toutes les parties prenantes notamment les gouvernements et la société civile en vue d'édifier un monde sans pauvreté. Les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)⁸, dont le premier but est l'élimination de l'extrême pauvreté et la faim et le troisième concerne la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, forment un plan agréé par tous les gouvernements et par les grandes institutions mondiales de développement. Ils ont fourni énormément d'efforts pour répondre aux attentes des démunis de par le monde. Une fois cette feuille de route arrivée à expiration fin 2015 et pour la succéder, l'ONU a travaillé avec les différents partenaires, principalement, les gouvernements et la société civile pour exploiter la dynamique dégagée par ces objectifs et dresser un politique ambitieuse de développement pour l'après-2015.

A cet effet, le 25 septembre 2015 a représenté une occasion pour les pays d'adopter un ensemble d'objectifs de développement durable pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous dans le cadre d'un nouvel agenda de développement durable qui s'étalera sur 15 ans sachant que chaque objectif a des fins particulières qu'il faut réaliser dans les délais recommandés. Par conséquent, l'année 2016 inaugure officiellement le lancement du programme de développement durable qui s'articule autour de 17 objectifs mondiaux dont principalement le premier objectif à savoir « Pas de pauvreté » et le cinquième « l'égalité entre les sexes ».

Ainsi, cette année offre une occasion sans précédent d'assembler les pays et les peuples pour choisir et favoriser de nouvelles pistes dans le dessein d'aller de l'avant, améliorer la vie des populations là où elles vivent et transformer notre monde. Dans cette envergure, et afin de pouvoir atteindre les objectifs tracés, l'implication et l'engagement de tout un chacun à savoir les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les personnes ordinaires sont

⁸ Les huit OMD sont : 1/ Eliminer l'extrême pauvreté et la faim. 2/ Assurer l'éducation primaire pour tous. 3/ Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. 4/ Réduire la mortalité infantile. 5/ Améliorer la santé maternelle. 6/ Combattre le VIH/SIDA le paludisme et d'autres maladies. 7/ Préserver l'environnement. 8/ Mettre en place un partenariat mondial pour le développement. (Pour plus d'informations, voir les sites de l'ONU et de la BM sur les 17 objectifs de développement durable qui viennent pour accomplir ce qui a été déjà fait par les OMD).

obligatoires et primordiales.

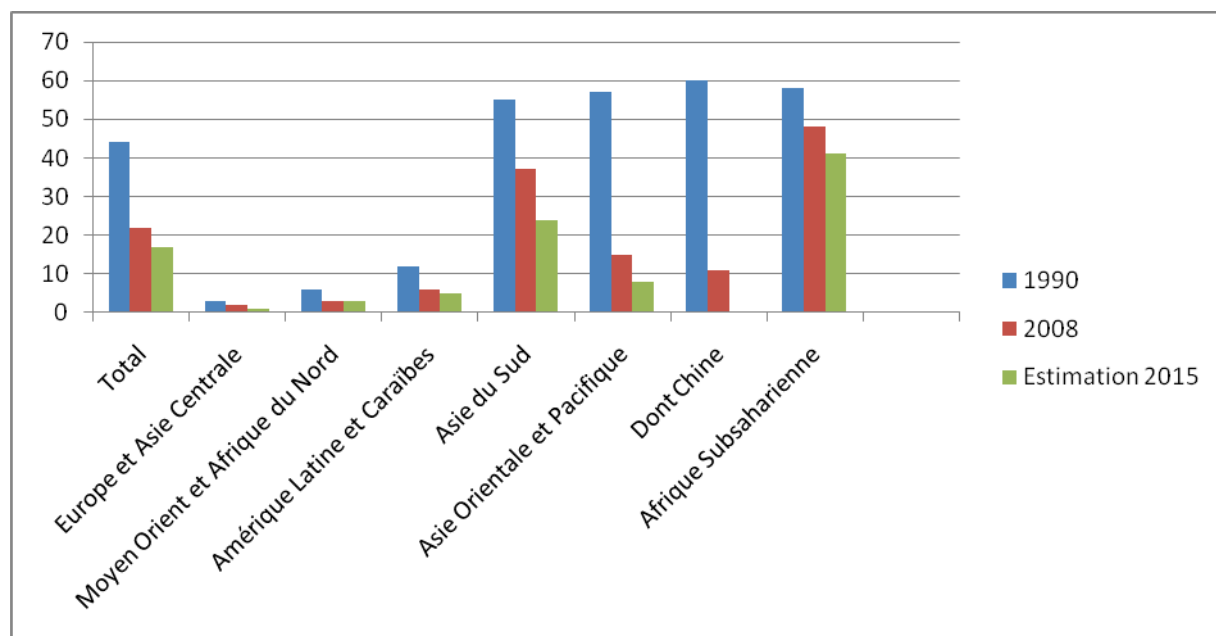
2.2 Evolution du phénomène de la pauvreté

Plusieurs recherches et études en matière de pauvreté stipulent que le taux de pauvreté a diminué de par le monde et que les efforts fournis par la communauté internationale ont abouti à des résultats considérables. Néanmoins, ceci a provoqué une dialectique en la matière et ce sujet a fait couler beaucoup d'encre. A cet effet, parmi les statistiques évoquées, le nombre de pauvres qui était de 1,9 MM en 1990, a atteint 836 M en 2015 (PNUD, 2015). Dans le même contexte, Hassan Gabriel signale que, d'après la BM, 1,3 MM de personnes étaient toujours en situation d'extrême pauvreté en 2008, contre 1,9 MM en 1990, or en excluant la Chine, le nombre absolu des pauvres a réellement très peu chuté. En plus, le fait que 2,4 MM de personnes vivaient avec moins de 2 \$/j en 2008, contre 2,7 milliards en 1990, nous mène à conclure qu'une frange importante de la population continue de vivre de manière très frugale sans être comptée parmi les pauvres, ce qui constitue une grande injustice.

2.2.1 Au niveau international

Si à l'échelle planétaire, la pauvreté a reculé ces vingt dernières années, c'est surtout du fait de la croissance des pays émergents qui n'a, particulièrement, profité qu'aux élites. Le schéma ci-après synthétise la situation de la pauvreté mondiale.

Figure 2.1 : Taux de pauvreté par région du monde (en %)

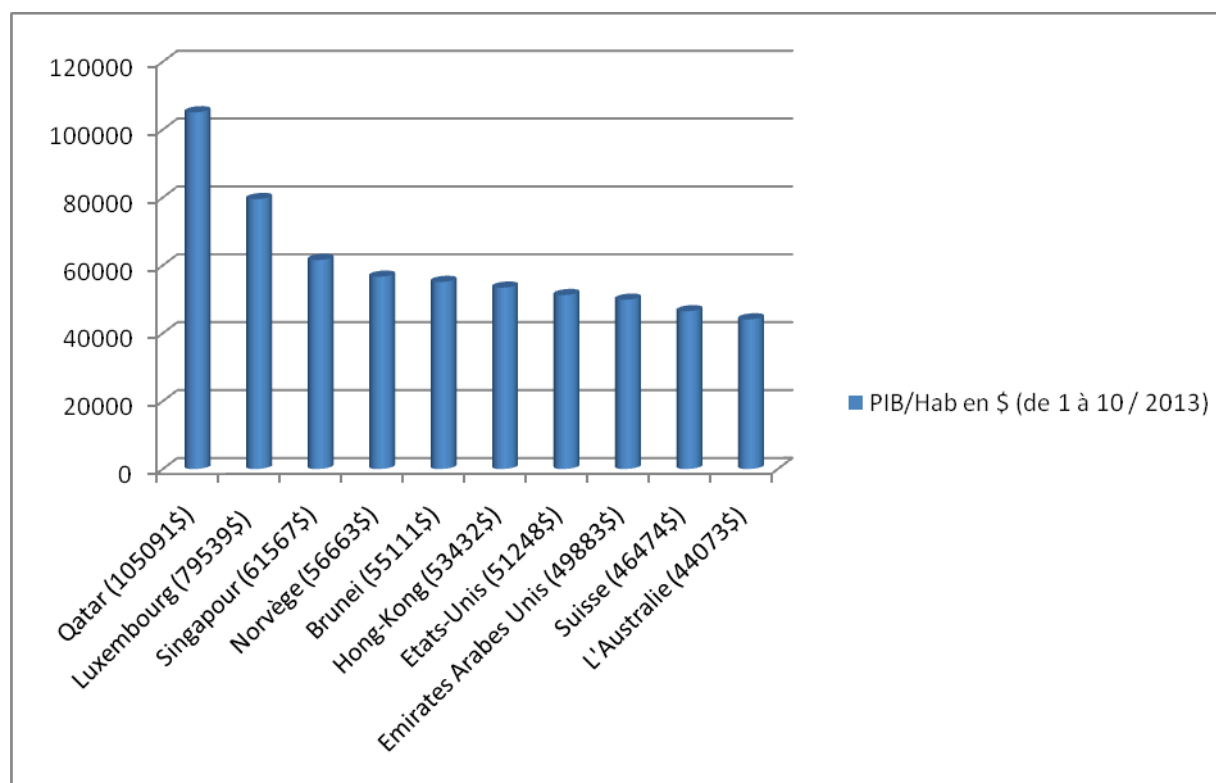


Source : Gabriel Hassan, « Le monde est moins pauvre mais plus inégalitaire », Alternatives Internationales Hors-série n° 012 - janvier 2013. In Banque Mondiale.

En compilant les données sur la période 2009-2013, le magazine financier américain, Global

Finance a dressé le classement des pays les plus pauvres et ceux les plus riches selon deux indicateurs à savoir le PIB/habitant de chaque pays et la parité de pouvoir d'achat (PPA) qui sert à comparer les niveaux de vie entre les différents pays) visant à analyser le coût de la vie et le taux d'inflation dans un pays.

Figure 2.2 : Les dix pays les plus riches du monde (2009-2013)



Source : Schéma fait par nos soins d'après les données de Global Finance. Mohamed Koné. « Le Maroc parmi les pays les plus pauvres de la planète ». Publié le 20/07/2015 par H24 info en partenariat avec le Figaro.

Dans les pays riches, la pauvreté a évolué différemment selon les pays. D'après ce tableau ci après, nous constatons que, en se basant sur un seuil de pauvreté relatif à 50% du revenu médian (le cœur de la pauvreté), en 2011, le Danemark est le pays riche le mieux classé avec un taux de 6%, suivi par différents pays notamment la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Irlande, dont la pauvreté a connu une baisse de presque deux points. Alors qu'en 2011 et selon l'OCDE, les Etats-Unis se classent au premier rang avec 17,1% de personnes pauvres, suivis par la Grèce, dont le taux de pauvreté a augmenté avec + 2,5 points entre 2005 et 2011, suivi de l'Espagne, respectivement avec des taux de 15,2% et 15,1%. Ajoutons que la pauvreté peut être mesurée par rapport au seuil de 60% du revenu médian, et là il s'agit d'une définition plus large de la pauvreté et proche d'une population dite « modeste ». Ainsi, à ce seuil, le classement demeure presque le même mais avec des taux plus hauts et qui varient de façon considérable entre 13% au Danemark à 24 % aux Etats-

Unis.

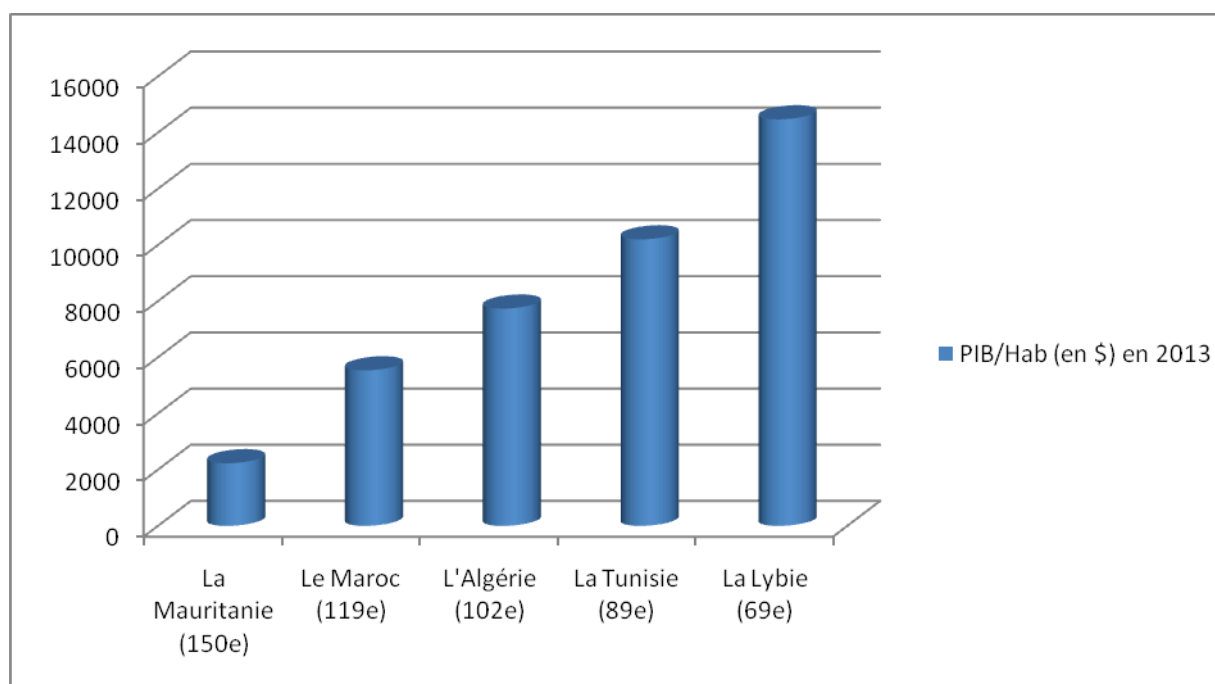
Tableau 2.1: Taux de pauvreté des pays riches (Unité:%)
Au seuil à 50% du revenu médian (la moitié gagne moins, la moitié gagne plus)

	2005	2011	Evolution 2005/2011
Etats-Unis	17,0	17,1	0,1
Grèce	12,7	15,2	2,5
Espagne	14,9	15,1	0,2
Italie	11,8 (1)	12,6	0,8 (2)
Portugal	12,7	11,9	- 0,8
Canada	11,7	11,7	0,0
Irlande	11,5	9,7	- 1,8
Suède	8,4 (1)	9,7	1,3 (2)
Belgique	9,3	9,5 (3)	0,2 (4)
Royaume-Uni	10,5	9,5	- 1,0
Autriche	7,7	9,0	1,3
Allemagne	9,1	8,7	- 0,4
France	7,2	8,0	0,8
Norvège	7,8 (1)	7,7	- 0,1 (2)
Finlande	6,6	7,5	0,9
Pays-Bas	7,8	7,2 (3)	- 0,6 (4)
Danemark	5,3	6,0	0,7

Source : Observatoire des inégalités. La pauvreté dans les pays riches. 16 Janvier 2015 ((1) Données 2008. (2) Evolution 2008-2011. (3) Données 2010. (4) Evolution 2005-2010). Source OCDE. In http://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=990

2.2.2 Au niveau national

Quant au Maroc, il occupe, d'après une étude basée sur des données du FMI, la 119ème position sur 184 pays (Koné, 2015) le classant ainsi, selon Global Finance, parmi les pays les plus pauvres du monde avec un PIB s'estimant à 5537\$ (54798 Dhs) ne devançant que la Mauritanie avec un PIB/habitant de 2230\$ (150e). L'Algérie arrive en 102e position avec un PIB/Hab de 7736\$, ensuite la Tunisie est classée en 89e position avec un PIB/Hab de 10200\$ et enfin la Libye occupe la 1ère place dans les pays du Maghreb Arabe et la 69e position sur 184 pays avec un PIB/Hab de 14474\$. Rappelons, selon la même source, que la République Démocratique du Congo (RDC) a occupé la 184e position et donc la dernière place avec un PIB/Hab s'estimant à 394\$.

Figure 2.3 : Classement des pays pauvres du Maghreb Arabe en 2013

Source : Schéma fait par nos soins d'après les données de Global Finance. Mohamed Koné. « Le Maroc parmi les pays les plus pauvres de la planète ». Publié le 20/07/2015.

Pour les pays du Maghreb Arabe, le Maroc occupe la 4e place sur les 5 pays existants. Ainsi, d'énormes efforts et stratégies ont été élaborés pour combattre la pauvreté et son évolution témoigne de ce qui a été réalisé au fil des années.

Tableaux 2.2 et 2.3 : Evolution du taux de pauvreté au Maroc

Pauvreté absolue en %	Milieu rural	Milieu urbain	Au niveau national
1985	26,8	13,3	21
2007	14,4	4,8	8,9
2014	8,9	1,1	4,2

Pauvreté multidimensionnelle en %	1990	2003	2011	2014
	58,3	28,5	9,8	6%

Source : Ahmed Lahlimi Alami. « Le Maroc entre Objectifs du Millénaire pour le Développement et Objectifs de Développement Durable. Les acquis et les défis ». Haut Commissariat au Plan Maroc. Rapport national 2015. Août 2015. 22 pages.

3. L'approche genre comme moyen de lutte contre la pauvreté

L'approche genre, bien que développée depuis une décennie dans les sphères de la recherche et du développement, elle arrive à peine à s'imposer dans les pratiques. Sa pertinence apparaît

pourtant évidente pour atteindre aussi bien les objectifs du millénaire pour le développement que les objectifs de développement durable. Brigitte Biche⁹ signale que ce vocable genre, qui est devenu inéluctable dans les manuscrits universels, « évoque l'organisation sociale de la différence entre les sexes et celle de leurs rapports. Penser "genre", c'est penser que les rapports sociaux entre les hommes et les femmes, les rapports sociaux de sexe, sont déterminants dans tout processus social »¹⁰.

Mais, selon Brigitte Biche, elle suppose une rupture, un changement de mentalités et de position et dédie des perspectives et alternatives nouvelles... Néanmoins, l'inégalité est une réalité¹¹ observable et toutes les études montrent l'évidente inégalité entre les hommes et les femmes au niveau mondial mais surtout dans les PED et les pays pauvres et dont les femmes souffrent des violences et des discriminations à tous les niveaux (éducation, savoir, soins de santé, l'emploi, le salaire, le harcèlement...) et sont les plus touchées par les inégalités dans les postes de responsabilité administrative ou politique. A cet effet, les données statistiques sont toujours en défaveur des femmes que ce soit sur le plan de l'emploi, des salaires, du poids des tâches domestiques, des déroulements de carrière... Alors que, la pleine participation des femmes au développement constitue un enjeu majeur pour le développement des pays pauvres c'est pourquoi, il faut une prise en compte systématique de la perspective genre dans les projets. En outre, le renforcement des capacités des populations rurales féminines peut constituer un point crucial afin de permettre aux femmes de mieux se valoriser au sein de leur communauté.

Cette approche suppose de considérer les différentes opportunités offertes aux hommes et aux femmes, un regard sur les parités, les rôles qui leur sont assignés socialement et les relations qui existent entre eux. Il s'agit de composantes essentielles qui agissent sur le processus de développement de la société et sur l'aboutissement des stratégies, des programmes et des projets des organismes internationaux et nationaux. En effet, le genre est intimement lié à tous les aspects de la vie économique et sociale, quotidienne et privée des individus et à ceux de la société qui a attribué à tout un chacun des rôles particuliers.

A l'intérieur des ménages, les personnes entièrement exclues socialement et financièrement

⁹ Sociologue consultante.

¹⁰ Biche, B. Pour une pratique de l'approche genre dans le développement. Echos Du Cota. 32 Pages.
http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Echos_104_1_.pdf (Date de consultation le : 01/06/2016).

¹¹ Remarque sur les actions entreprises spécifiquement en direction des femmes : Françoise Héritier estime que ces actions dites "de rattrapage" (qu'on nomme, dans le cadre des programmes européens, des actions "de discrimination positive"), ne permettent pas d'espérer avancer vers une réelle égalité, dans la mesure où il se produit toujours en aval une autre poche où se développe l'inégalité. In Brigitte Biche. Op.cit.

sont plus probables d'être trouvées dans les ménages sans revenus et sont surtout les femmes des PED ou les pays pauvres. En effet, les jeunes filles ou les femmes adultes sont significativement plus affectées par la discrimination, l'analphabétisation, la violence...et sont deux fois plus susceptibles d'être complètement exclues financièrement que les hommes du fait que :

➤ Les femmes sont plus analphabètes que les hommes. En effet, selon les chiffres de l'annuaire statistique du Maroc, 2001, l'analphabétisme représente en milieu urbain : 49% chez les femmes contre 24% chez les hommes contre 87% chez les femmes et 55% chez les hommes en milieu rural. Ce fort taux d'analphabétisme des femmes au Maroc, surtout en milieu rural, constitue un sérieux handicap pour le potentiel actif féminin qui se trouve peu impliqué dans le développement national du pays, même si la Constitution marocaine prévoit l'égalité entre les deux sexes en matière d'enseignement, et par conséquent, cette catégorie de population reste très vulnérable quant au phénomène d'exclusion financière.

➤ Les femmes ne sont pas intégrées dans le processus de l'activité économique de la manière qui préserve le principe de la parité des chances et de l'approche genre. A titre d'illustration et de comparaison entre le Maroc et la France, le tableau 2.2 suivant reprend deux indicateurs d'exclusion économique:

	France en 2000	Maroc en 2000
Taux d'activité ¹²	48,2% chez les femmes contre 61,9% chez les hommes	27,9% chez les femmes contre 78,8% chez les hommes
Taux de chômage	11,9% chez les femmes contre 8,5% chez les hommes	13,0% chez les femmes contre 13,8% chez les hommes

Source : Pour le Maroc, Annuaire statistique du Maroc, 2001. Pour la France, INSEE, 2000.

3.1 Le paradigme de l'Empowerment : la MF comme autonomie pour les femmes

La microfinance constitue une forme d'empowerment financier et social dans les pays en développement. Plusieurs études et enquêtes de par le monde, montrent que dans les sociétés où le MC est pratiqué, il contribue considérablement à l'amélioration de la vie des deux sexes mais essentiellement des femmes quant à leur autonomisation et leur égalité avec les hommes. En outre, au-delà des bénéfices économiques et sociaux concrets et mesurables, la MF a un effet sur la capacité des personnes à prendre en main leur propre situation ce qui constitue une

¹² Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'[actifs](#) (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante. In www.insee.fr

valeur en soi et ce à travers la possibilité d'emprunter, d'investir, d'épargner, de prendre l'initiative, de travailler, etc. Ce processus de gain en autonomie et d'élargissement des capacités est communément désigné par un terme anglo-saxon : « empowerment ».

3.2 La MF comme autonomie pour les femmes

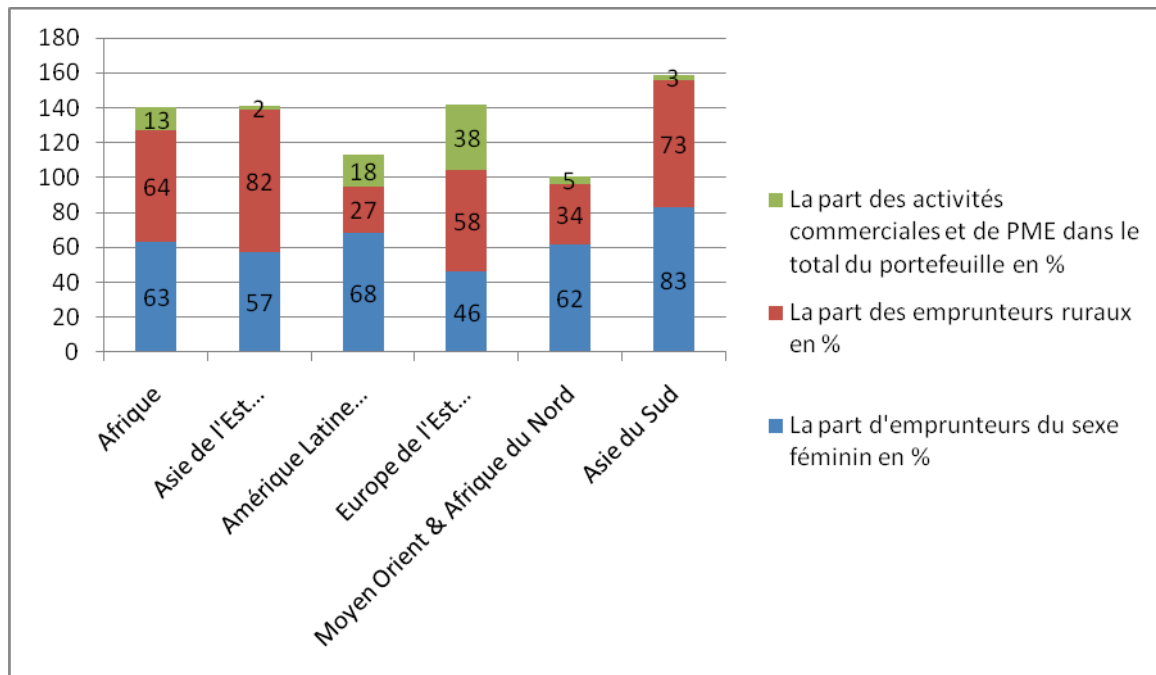
La micro finance apparaît de plus en plus comme un outil d'émancipation et de promotion de la dignité et de la condition féminine en général. L'empowerment des femmes est définie en relation avec leurs capacités à se prendre en charge elles-mêmes pour changer leur situation (Ndiaye, 2002; Charlier, 2006)¹³. Izugbara (2004), à son tour, considère que «c'est le processus en vertu duquel elles réussissent à s'organiser pour augmenter leur indépendance, le droit de faire leurs propres choix et de contrôler les ressources qui permettent de défier et éliminer leur subordination aux autres » (Sagna, 2015 : 74).

Certaines IMF ciblent uniquement, ou essentiellement, les femmes pour devenir leurs clientes du fait La contribution massive des femmes aux activités informelles ciblées par la MF notamment les AGR exercées à domicile ou à proximité et Les études et les expériences des IMF estiment que les femmes sont plus solvables et plus solidaires que les hommes et que leur engagement, au-delà de l'impact matériel, est plus grand dans l'amélioration du bien-être de la famille aussi bien au niveau de l'éducation que la scolarisation des enfants, ce qui a pour conséquence un impact socio-économique positif (Baden, 2000).

Le schéma ci-après montre la grande part des femmes, de par le monde, dans les emprunts octroyés par les institutions de micro finance ce qui prouve qu'elle occupe une place importante dans ce système.

¹³ Marie Rosalie Sagna. « Impact de la microfinance sur l'empowerment des femmes et la lutte contre la pauvreté dans la région de Ziguinchor ». Thèse doctorale, Québec, Canada. 2015. 284 pages. P : 74.

Figure 2.4: Répartition des activités PME, des femmes et des emprunteurs ruraux dans les quatre continents



Source : Ichou Radia. Thèse doctorale intitulée : "Exclusion bancaire ou équité financière: une analyse de l'impact du microcrédit". Année universitaire : 2013-2014. 340 pages. P : 127.

Conclusion

Nous avons essayé, à travers cet article, d'identifier le phénomène de la pauvreté, ses dimensions, ses formes et son articulation avec d'autres représentations sociales et manifestations majeures. La complexité dans la définition de la pauvreté réside dans la description des caractéristiques de ce phénomène : la pauvreté comme un manque de ressources monétaires, un déficit d'éducation et santé, ou bien l'absence de liberté, l'impossibilité de participer à une communauté ou le manque d'un sentiment d'appartenance à une société donnée. De quoi une personne ne doit absolument pas manquer ? Cette question appelle à la notion plus vaste d'équité, qui complexifie la conceptualisation de la pauvreté. La pauvreté n'est donc pas une condition universelle, sa définition varie en fonction de ces caractéristiques et normes sociales qui sont abordées différemment selon les auteurs.

La pauvreté reste difficile à éradiquer, qu'est-ce qu'il faudrait faire pour la réduire ? Des auteurs et praticiens en la matière donnent des pistes de solution très vastes à savoir l'exploitation des possibilités de croissance et d'emploi dans les zones rurales hors l'agriculture, l'amélioration de l'environnement global via des investissements productifs dans l'éducation, la santé et l'éducation...mais surtout l'investissement dans les femmes à travers les activités génératrices de revenu, leur scolarisation, la culpabilisation de toutes les formes

de discrimination à l'égard des femmes...Ainsi, l'intégration de la dimension genre dans les politiques et programmes de développement est nécessaire pour donner à la femme la place qu'elle mérite et l'aider à s'émanciper et prendre son autonomie matérielle et sociale en vue d'impacter d'autres volets de la société notamment la participation dans la vie culturelle, associative et politique.

La lutte contre la pauvreté est devenue une priorité et un des principaux Objectifs du Millénaire du Développement adoptés dans les années 2000 par les NU et les gouvernements de par le monde. Ensuite ces différentes parties prenantes ont adopté à l'unanimité les Objectifs de développement durable qui ont les mêmes finalités avec d'autres élargissements et pistes de travail plus globales et exhaustives et le slogan reste toujours « vers un monde sans pauvreté » et « un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste ».

Bibliographie

Articles de revue

- ✓ Benicourt, E (2001). La pauvreté selon le PNUD et la Banque Mondiale. Exclusions : numéro 159-160. PP : 35-54. In <http://etudesrurales.revues.org/68>
- ✓ Bisiaux, R. (2011). Comment définir la pauvreté : Ravaillon, Sen ou Rawls ? L'Economie politique n° 049. PP : 6- 23.
- ✓ Gabriel, H. (2013). Le monde est moins pauvre mais plus inégalitaire. Alternatives Internationales Hors-série n° 012. In Banque Mondiale.
- ✓ Grégoire, A. Les pays arabes appelés à repenser leur développement. Le Monde du 23.12.2009 à 16h03 (Mis à jour le 04.11.2010 à 16h39). In http://www.lemonde.fr/planete/article/2009/12/23/les-pays-arabes-appelles-a-repenser-leur-developpement_1284264_3244.html#OQZLBvtXlda55PxQ.99
- ✓ Koné, M. (2015). Le Maroc parmi les pays les plus pauvres de la planète. Publié par H24 info en partenariat avec le Figaro. In <http://www.h24info.ma/economie/maroc/pays-les-plus-riches-du-monde-mauvais-classement-pour-le-maroc-rapport/34812>
- ✓ Laroche, J. (2002). La mondialisation: lignes de force et objets de recherche. Revue internationale et stratégique n°47. PP : 118-132.
- ✓ Tahri, C. (2015). La responsabilité sociale de l'entreprise dans les banques : cas de la Banque Populaire. Dossiers de Recherches en Economie et Gestion. Dossier n°4 : Le développement durable. 443 pages, 130-157.

Ouvrages

- ✓ Asselin, LM. (2000). Mesure de la pauvreté : Un cadre conceptuel. Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (CECI). Anyck Dauphin. 46 pages.
- ✓ Delcourt, J & De Woot, P. (2001). Les défis de la globalisation: Babel ou Pentecôte ? Presses Univ. De Louvain. 742 pages. In Bertrand Bellon et al. (1994). L'état et le marché. Edition : Economica. Paris.
- ✓ Ravallion, M (1996). Comparaisons de la Pauvreté : concepts et méthodes. LSMS Document de travail No 122. Banque mondiale Washington, D.C. 180 pages.
- ✓ Rawls, J. (1971). A Theory of Justice. Harvard University Press. 607 pages.
- ✓ Rousseau, S. (2003). Capabilités, risques et vulnérabilité. In Dubois J-L, Lachaud J-P, Montaud J-M, Pouille A. (ed.). Pauvreté et Développement Socialement Durable. Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux. PP : 11-22.
- ✓ Sen, AK. (2003). Un nouveau modèle économique : Développement, justice, liberté. Editions : Odile Jacob. 479 pages.

Rapport

- ✓ Annuaire statistique du Maroc (2001), Maroc. INSEE (2000), France.
- ✓ Lahlimi Alami, A. (2015). Le Maroc entre Objectifs du Millénaire pour le Développement et Objectifs de Développement Durable. Les acquis et les défis. Haut Commissariat au Plan Maroc. Rapport national. 22 pages.
- ✓ PNUD (2015). Rapport sur le développement humain 2015. 48 pages.
- ✓ Sally, B. (2000). Gender, governance and the feminization of poverty. Background paper

prepared for United Nations Development Program Meeting on Women's political participation and good governance: 21st Century Challenges, New Delhi, India.

Thèse Doctorales

- ✓ Bédécarrats, F. (2012). La MF entre utilité sociale et performances financiers. Le rôle des normes dans la gouvernance d'un secteur mondialisé. 418 pages.
- ✓ Bertin, A. (2007). Pauvreté monétaire, pauvreté non monétaire: une analyse des interactions appliquée à la Guinée. 473 pages.
- ✓ Ichou, R. (2014). Exclusion bancaire ou équité financière: une analyse de l'impact du microcrédit. 340 pages.
- ✓ Sagna, MR. (2015). Impact de la microfinance sur l'empowerment des femmes et la lutte contre la pauvreté dans la région de Ziguinchor. Québec, Canada. 284 pages.

Webographie

- ✓ Observatoire des inégalités. La pauvreté dans les pays riches. 16 Janvier 2015 ((1) Données 2008. (2) Evolution 2008-2011. (3) Données 2010. (4) Evolution 2005-2010). Source OCDE. In http://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=990
- ✓ Biche, B. Pour une pratique de l'approche genre dans le développement. Echos Du Cota. 32 Pages. http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Echos_104_1_.pdf (Date de consultation le : 01/06/2016).
- ✓ Gublin, GG. (2014). Définition et approches de la pauvreté. BSI ECONOMICS. <http://www.bsi-economics.org/416-definitions-approches-pauvrete> (Date de consultation le : 30/05/2016).
- ✓ Lekeumo, S.K. Mesure et analyse de la pauvreté non monétaire chez les enfants: le cas du Cameroun. Chapitre 1 : Généralités sur la pauvreté. Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée - Ingénieur d'Application de la Statistique 2007. http://www.memoireonline.com/07/09/2258/m_Mesure-et-analyse-de-la-pauvrete-non-monetaire-chez-les-enfantsle-cas-du-Cameroun5.html#fnref1 (Date de consultation le : 01/06/2016).

Références

- [1] Schreiber, J-J-S. (1981). Le défi mondial. Edition : Brodard et Taupin. Collection : Le livre de poche. 480 pages. ----- P : 3
- [2] El Oudri, A. (1999). La mondialisation économique: les acteurs et les spectateurs. Editions : Orientale Oujda. 83 pages. ----- P : 3
- [3] El Oudri, A. (1999). La mondialisation économique: les acteurs et les spectateurs. Editions : Orientale Oujda. 83 pages. ----- P : 3
- [4] Rapport National sur le développement humain. (2006). PNUD-Algérie. 105 pages. P : 10

Liste des figures

Figure 1.1 : Une schématisation des besoins essentiels-----	P : 9
Figure 2.1 : Taux de pauvreté par région du monde-----	P : 13
Figure 2.2 : Les dix pays les plus riches du monde (2009-2013) -----	P : 14
Figure 2.3 : Classement des pays pauvres du Maghreb Arabe en 2013-----	P : 16
Figure 2.4 : Répartition des activités PME, des femmes et des emprunteurs ruraux dans les quatre continents -----	P : 20

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : Taux de pauvreté des pays riches (Unité en %)-----	P : 15
Tableaux 2.2 et 2.3 : Evolution du taux de pauvreté au Maroc-----	P : 16
Tableau 2.4 : Deux indicateurs d'exclusion économique (Cas du Maroc et de la France) P :	18